

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT 2025 0517
Code AIOT : 0010002251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté 13 Route de Châtellerault Bel Air 36250 Saint-Maur. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- 13 Route de Châtellerault Bel Air 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux.

La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- ATEX
- BIOCIDES
- REACH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks de produits dangereux – PdC n°2_VI_25/07/2024	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
6	SGS – Surveillance des performances – PdC n°10_VI_25/07/2024	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
14	Personnels compétents – PdC	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	n°14_VI_22/05/2025				
20	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Demande d'action corrective	1 mois
25	Silo Béton	AP Complémentaire du 13/11/2009, article 7.3.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Seveso seuil haut – Formation aux risques... – PdC n°5_VI_25/07/2024	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	SGS – Organisation, formation – PdC n°6_VI_25/07/2024	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	SGS – Gestion des situations d'urgence – PdC n°8_VI_25/07/2024	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	SGS – Conception et gestion des modifications – PdC n°9_VI_25/07/2024	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Modification – Activité produits phytopharmaceutiques – PdC n°11_VI_25/07/2	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Identification des zones à risque – PdC n°1_VI_22/05/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Consignes d'exploitation – PdC n°2_VI_22/05/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Travaux – PdC n°6_VI_22/05/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Formation du personnel – PdC n°8_VI_22/05/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Surveillance fin de travaux – PdC n°9_VI_22/05/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Liste des substances recherchées et milieux associés – PdC 12_VI_22/05/2025	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	AP Complémentaire du 13/11/2009, article 8.1.6	/	Sans objet
16	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
17	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
18	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
19	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
21	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
22	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet
23	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
24	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits dangereux – PdC n°2_VI_25/07/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Article 8.2.1 [...] l'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 État des matières stockées-dispositions spécifiques Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à</p>

tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour à minima de manière quotidienne.

Constats :

Constat du 14 décembre 2023 :

L'exploitant est en mesure de présenter un état des stocks d'engrais sur le site, avec un plan des zones de stockage, actualisé le 13 décembre 2023.

La quantité mise en cause (cellule du magasin) lors de l'exercice est inscrite sur un tableau visible par tous pendant l'exercice et est notamment fournie aux pompiers.

Toutefois, les matières ne sont pas classées par rubriques et par mentions de dangers.

En effet, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks des matières dangereuses classées par rubriques 4xxx et différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4xxx, ainsi qu'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée.

Constat du 25 juillet 2024 :

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que lors de l'exercice PPI, il a imprimé deux états des stocks :

- un état des stocks par rubrique ICPE 4xxx au cumul,
- un second faisant état du détail par rubrique 4xxx.

Il a joint à cette transmission, un exemple des états des stocks du site, mis à disposition en cas d'incident/accident.

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus. Les noms commerciaux des produits sont accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.

Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau joint en annexe confidentielle du présent rapport.

Un plan général des stockages des engrais vrac et conditionnés est annexé à cet état des stocks. Sur ce plan, la localisation de ces stockages est clairement identifiée.

A contrario, aucun plan n'est disponible afin d'identifier les risques associés aux stockages de produits phytopharmaceutiques et PPNU, en fonction des substances qu'ils contiennent.

La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°6 de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant ne dispose pas de plan de stockage des produits phytopharmaceutiques et des PPNU.

Dans sa réponse du 5 septembre 2024, l'exploitant a indiqué :

- avoir créé un plan de localisation du stockage des phytopharmaceutiques et des PPNU comportant les pictogrammes de dangers, ainsi que les volumes présents ;
- que le plan précité est annexé à l'état des stocks tenu à la disposition de l'inspection et des services de secours et d'intervention.

Constat du 18 novembre 2025 :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état des stocks indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus. Les noms commerciaux des produits sont accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services

<p>d'incendie et de secours.</p> <p>Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau joint en annexe confidentielle du présent rapport.</p> <p>Un plan général des stockages des engrais vrac et conditionnés, ainsi qu'un plan des stockages des phytopharmaceutiques et des PPNU sont annexés à cet état des stocks. Sur ces plans, la localisation de ces stockages est clairement identifiée.</p> <p>Toutefois, l'état des stocks et le plan de localisation des produits dangereux ne comportent pas les données relatives aux volumes des PPNU présents sur le site (11, 92 kg issus d'une saisie de l'OFB).</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°2 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant ne dispose pas de plan de stockage des produits phytopharmaceutiques périmés PPNU, et l'état des stocks présenté ne fait pas mention de la présence de ces produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan de stockage des substances et produits dangereux annexé à l'état des stocks afin d'identifier la localisation et le volume des produits phytosanitaires périmés (PPNU) ainsi que la nature des risques redoutés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Seveso seuil haut – Formation aux risques... – PdC n°5_VI_25/07/2024

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 25 juillet 2024 :</u></p>

<p>AXEREAL dispose d'un module de formation des entreprises extérieures.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un état des formations suivies par ces personnels.</p> <p>À compter de septembre 2024, cette formation sera réalisée en ligne. Un questionnaire permettra de valider les compétences acquises dans ce cadre par les personnels des entreprises extérieures. L'exploitant a fixé à 5 ans la durée de validité de cette formation.</p> <p>Par ailleurs, une réunion avec tous les sous-traitants est réalisée annuellement ; la dernière réunion s'est tenue en janvier 2024.</p> <p>Des travaux sont en cours de réalisation sur le site de St Maur : remplacement de la couverture des bâtiments I, J et H et interventions sur celle des bâtiments G et F. Ces travaux sont réalisés par les entreprises VIANO (BTP) et PELLETIER (désamiantage). Un plan d'intervention de coordination et de sécurité est établi pour chacune de ces entreprises. Ce plan est complété par un permis feu et/ou de travaux.</p> <p>Au travers de ces documents, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que l'ensemble des opérateurs des entreprises VIANO (BTP) et PELLETIER (désamiantage) a suivi les formations requises avant leurs interventions.</p> <p>Dans sa réponse du 5 septembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'une formation SEVESO pour son personnel et les entreprises extérieures vient d'être réalisée et sera intégrée fin septembre sur sa base de formation en ligne SMOOTHIE. Une fois en ligne, cette formation sera envoyée à chaque entreprise ayant signé un plan de prévention afin que leur personnel la réalise ; une attestation de formation est remise si celle-ci est validée.</p> <p>Constat du 18 novembre 2025 :</p> <p>Un état récapitulatif des opérateurs des entreprises extérieures qui ont suivi la formation en ligne SMOOTHIE est tenu à la disposition des rédacteurs de permis de feu et d'autorisation de travail.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°5 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est soldée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : SGS – Organisation, formation – PdC n°6_VI_25/07/2024

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation, formation des entreprises extérieures</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du</p>

contenu de cette formation sont explicitées.

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

Constats :

Constat du 25 juillet 2024 :

Des travaux sont en cours de réalisation sur le site de St Maur : remplacement de la couverture des bâtiments I, J et H et interventions sur celle des bâtiments G et F. Ces travaux sont réalisés par les entreprises VIANO (BTP) et PELLETIER (désamiantage).

La consultation du plan d'intervention de coordination et de sécurité établi pour ces entreprises ainsi que les permis de travaux délivrés avant la réalisation des travaux en cours ne permettent pas de démontrer que l'ensemble des intervenants a suivi les formations requises..

L'exploitant ne dispose pas d'un suivi formalisé permettant de démontrer que l'ensemble des opérateurs a suivi les formations avant leur intervention sur le site, tenu à la disposition des personnels qui délivrent les autorisations de travaux.

Dans sa réponse du 5 septembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'une formation SEVESO pour son personnel et les entreprises extérieures vient d'être réalisée et sera intégrée fin septembre sur sa base de formation en ligne SMOOTHIE. Une fois en ligne, cette formation sera envoyée à chaque entreprise ayant signé un plan de prévention afin que leur personnel la réalise ; une attestation de formation est remise si celle-ci est validée.

Constat du 18 novembre 2025 :

L'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection un état récapitulatif des personnels du site de St Maur et des opérateurs des entreprises extérieures qui ont suivi la formation en ligne SMOOTHIE.

Si les opérateurs n'ont pas suivi la formation précitée, ces derniers ont l'obligation de la réaliser avant de débiter leur intervention. À l'issue de la formation suivie avec a minima un résultat de 80 % de bonnes réponses atteint, une attestation de formation est remise à ces opérateurs, Cf le point de contrôle n°11 de la présente inspection.

La non-conformité associée au point de contrôle n°6 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est soldée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SGS – Gestion des situations d'urgence – PdC n°8_VI_25/07/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du Code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats :

Constat du 25 juillet 2024 :

L'exploitant réalise mensuellement des exercices POI.

L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice de l'année 2024 : 4 juin 2024. Sur ce point l'inspection fait remarquer que ces comptes rendus paraissent trop succincts pour une exploitation autre que « à chaud » (absence d'horaire, manque de détail sur les points positifs et négatifs).

L'exploitant a indiqué que les points d'amélioration sont repris lors des réunions mensuelles sur le suivi des sites Seveso du groupe AXEREAL. Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu, sous format d'un courriel afin de tracer les actions correctives mises en œuvre.

Le retour d'expérience des exercices d'entraînement aux situations d'urgence n'est pas suffisamment analysé, tracé dans le SGS et pris en compte dans le POI, les consignes et procédures internes.

Par courrier du 5 septembre 2024, l'exploitant s'est engagé à refondre complètement son manuel SGS - Délai janvier 2025.

Dans sa réponse complémentaire du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis son manuel SGS dans la version 9. Celui-ci formalise bien le recueil du retour d'expérience.

Constat du 18 novembre 2025 :

L'exploitant effectue mensuellement une analyse des compte-rendus d'exercices POI réalisés sur les 3 sites Seveso Haut du Groupe Coopératif AXEREAL.

L'exploitant a présenté le compte-rendu de la réunion en date du 17 octobre 2025 concernant le mois d'octobre 2025. La consultation de ce compte-rendu n'appelle pas d'observation.

La non-conformité associée au point de contrôle n°8 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est soldée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : SGS – Conception et gestion des modifications – PdC n°9_VI_25/07/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 4

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des modifications réalisées par une entreprise extérieure

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 25 juillet 2024 :</u> L'exploitant a présenté un compte rendu de chantier relatif aux travaux en cours. Toutefois, l'inspection constate que le service SSE n'est pas systématiquement associé aux modifications planifiées et/ou réalisées. Le SGS n'encadre pas correctement les modifications apportées aux installations et aux procédés ainsi que pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés. Par courrier du 5 septembre 2024, l'exploitant s'est engagé à refondre complètement son manuel SGS - Délai janvier 2025. Dans sa réponse complémentaire du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis son manuel SGS dans la version 9. <u>Constat du 18 novembre 2025 :</u> Aucune modification n'est intervenue sur le site depuis la dernière inspection. Le SGS dans sa version 9 et objet de la transmission du 31 janvier 2025 détaille les modalités de validation des projets entre les différents services du Groupe Coopératif AXEREAL. La non-conformité associée au point de contrôle n°9 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est soldée. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : SGS – Surveillance des performances – PdC n°10_VI_25/07/2024

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Indicateurs de suivi relatif aux entreprises extérieures</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs</p>

et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Constat du 25 juillet 2024 :

Des tests de l'ensemble de la chaîne de transmission des alarmes sont réalisés de manière aléatoire.

L'ensemble des rondes réalisées par Sécuritas est enregistré informatiquement.

Les permis de feu sont examinés 2 fois par semestre, à l'occasion des visites de sécurité - environnement.

Toutefois, le suivi de l'ensemble de ces points avec l'intervention de sous-traitants n'est pas formalisé. Aucun audit des intervenants extérieurs n'est réalisé à ce jour.

Le suivi de l'ensemble des interventions de sous-traitants n'est pas formalisé ; aucun audit n'est réalisé à ce jour.

Par courrier du 5 septembre 2024, l'exploitant s'est engagé à refondre complètement son manuel SGS - Délai janvier 2025.

Dans sa réponse complémentaire du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis son manuel SGS dans la version 9. Celui-ci précise bien la réalisation d'audits fournisseurs.

Cependant, il ne permet pas de lever l'écart car il ne met pas en avant les procédures d'enregistrement des actions des fournisseurs.

Constat du 18 novembre 2025 :

Conformément au compte-rendu l'exercice du POI du 16 mai 2025, en l'absence de personnel de 6h30 à 9h au niveau de la société SECURITAS pour lever un doute en cas de détection d'une intrusion ou d'un dysfonctionnement ou d'une alarme incendie, un partenariat avec une autre société est à l'étude, suite au délai observé par l'exploitant, pour lever le doute dans le cadre de l'exercice du 16 mai 2025, soit 1 heure et 35 minutes. Ce délai pour lever un doute n'est pas recevable. À noter, le contrat liant le Groupe Coopératif AXEREAL avec Sécuritas ne prévoit pas de délai maximal d'intervention, à ce jour, pour lever un doute en cas **d'une intrusion ou d'une anomalietelle que la détection de NO2 ou d'un défaut technique.**

La non-conformité associée au point de contrôle n°10 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est reconduite avec le libellé suivant : Le délai pour lever un doute (1h35), en cas d'une intrusion ou d'une anomalietelle que la détection de NO2 ou d'un défaut technique, n'est pas satisfaisant. Par ailleurs, le contrat liant le Groupe Coopératif AXEREAL avec Sécuritas ne prévoit pas de délai maximal d'intervention pour lever un doute, en cas d'une intrusion ou d'une anomalie, telle qu'une détection de NO2 ou d'un défaut technique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Modification – Activité produits phytopharmaceutiques – PdC n°11_VI_25/07/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, PAC PPNU
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Constat du 25 juillet 2024 : Comme mentionné en conclusion de la fiche de constat relative au PdC n°2 du présent rapport, aucun plan n'est disponible afin d'identifier les risques associés aux stockages de produits phytopharmaceutiques et Produits Phytopharmaceutiques Non Utilisables (PPNU), en fonction des substances qu'ils contiennent. Lors de la visite in-situ du bâtiment J qui abrite le stockage de PPNU (moins d'une tonne de produits), il a été constaté la présence de ces produits entreposés dans une rétention dédiée. Toutefois, il a été constaté une distance inférieure à 6 m d'isolement vis-à-vis des autres stockages exploités dans ce même bâtiment. En l'absence de murs séparatifs REI 120 jusqu'en sous-face de toiture entre le local qui abrite le stockage de PPNU, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou bureau et locaux sociaux ou tout stockage de produits combustibles, il appartient à l'exploitant d'observer une distance libre d'au moins 6 mètres autour du stockage de PPNU. Dans sa réponse du 5 septembre 2024, l'exploitant a indiqué : « Conformément au PAC réalisé en novembre 2022, nous avons remis en conformité notre zone PPNU Cf les photos jointes. »</p> <p>Constat du 18 novembre 2025 : La visite in-situ a permis de constater que l'exploitant observe une distance libre d'au moins 6 mètres autour du stockage de PPNU. La non-conformité associée au point de contrôle n°11 de la visite d'inspection du 25 juillet 2024 est soldée. Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Identification des zones à risque – PdC n°1_VI_22/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025
Prescription contrôlée : <p>l'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont [...] reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Constat du 22 mai 2025 :</p> <p>Plusieurs plans des installations sont présents dans le POI de l'établissement (version d'avril 2025 consultée). Ceux-ci font respectivement apparaître : les vannes de coupures électriques ou gaz, les différentes zones de stockage du site (phytosanitaires, engrais et céréales), les moyens d'extinction incendie...</p> <p>Par ailleurs l'exploitant présente le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) du site dans lequel figurent des schémas mettant en évidence les zones ATEX du site. Ces plans et schémas ne permettent pas de situer explicitement les zones de danger du site et ainsi de s'assurer de l'exhaustivité de leur recensement.</p> <p>Constat : toutes les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles ne sont pas explicitement reportées sur un plan.</p> <p>Dans sa réponse du 10 novembre 2025, l'exploitant a fourni un plan mis à jour, et précise avoir affiché ce plan dans chaque bureau de l'installation.</p> <p>Constat du 18 novembre 2025 :</p> <p>Sur les plans mis en place ne figurent pas les risques associés aux réservoirs de stockage et aux installations de distribution de GNR et de FOD.</p> <p>Ces plans ont été modifiés le 18 novembre 2025 et font désormais figurer un risque d'incendie et la présence d'atmosphères explosibles au droit des réservoirs de stockage et des installations de distribution de GNR et de FOD.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°1 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>Constat du 22 mai 2025 :</p> <p>En amont de l'inspection l'exploitant a fourni la fiche FS010 qui encadre tous les travaux sur site. Cette fiche fait office de consigne et recense sous la responsabilité du signataire (responsable du site), les travaux, les risques, les mesures de protection (dont permis feu) à mettre en œuvre. Par ailleurs des consignes plus spécifiques sont affichées en entrée du site et des différents locaux inspectés lors de la visite. Ces consignes ne mettent cependant pas en évidence l'obligation d'un permis d'intervention.</p> <p>Constat : l'obligation d'un permis d'intervention n'est pas affiché sur le site et n'est pas formalisée dans une consigne d'exploitation.</p> <p>Dans sa réponse du 10 novembre 2025, l'exploitant a présenté des photographies d'un affichage complémentaire enjoignant à remplir un permis d'intervention avant tout travaux.</p> <p>Constat du 18 novembre 2025 :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes mises en place sur l'ensemble des sites du Groupe Coopératif AXEREAAL incluant notamment les consignes incendie, d'urgences, de nettoyage, de délivrance des permis feu, etc. La consigne CS 006 du 25 mars 2005, mise à jour le 10 août 2012, précise notamment les mesures à prendre pour travailler dans, ou à proximité d'une zone ATEX.</p> <p>L'exploitant dispose également de consignes spécifiques relatives à la délivrance des permis de feu, ainsi que pour la visite préalable de chantier, d'autorisation de travaux et d'autorisation d'accès.</p> <p>Ces consignes sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, et tenues à la disposition de l'ensemble du personnel du site dans le classeur site et sur le portail AX'HOME du Groupe Coopératif AXEREAAL.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion, fait l'objet d'affichage.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°2 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Travaux – PdC n°6_VI_22/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; • l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; • [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 22 mai 2025 :</u></p> <p>L'analyse de la trame du permis feu fourni par l'exploitant met notamment en évidence que celui-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détaille les travaux et phases d'activités dangereuses ; • liste les moyens de prévention spécifiques mis en place. <p>L'inspection note cependant que l'adéquation des matériels utilisés avec les risques considérés n'est pas justifiée. Par ailleurs cette procédure ne permet pas à l'exploitant de s'assurer que le matériel est adapté (état, entretien...) aux zones de risque où ils sont amenés à intervenir. L'exploitant précise que dans la pratique une vérification est faite, mais non formalisée. Par ailleurs l'exploitant précise que lors de travaux, il arrête toute activité dans la zone considérée (notamment zone ATEX).</p> <p>La trame de plan de prévention fournie par l'exploitant vise à décrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature des risques rencontrés sur le site (paragraphe 4) ;

- la nature des interventions (paragraphe 3) ;
- les matériels mis en œuvre (paragraphe 6.5). L'inspection note que la description du matériel ne concerne que le matériel fourni par l'exploitant et non celui mis en œuvre par le prestataire.

Constat : l'adéquation des matériels utilisés avec les risques considérés n'est pas justifiée et tracée dans les permis feu ou le plan de prévention. Par ailleurs, le matériel mis en œuvre par l'entreprise intervenante n'est pas listé.

Dans sa réponse du 10 novembre 2025, l'exploitant précise que hors zone ATEX les travaux ne nécessitent pas d'outillage spécifique. Il présente un extrait de permis justifiant que les équipements utilisés sont bien précisés.

Constat du 18 novembre 2025 :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le permis feu délivré le 18 novembre 2025 au profit de la société SARL BENOITON, pour une intervention dans les bâtiments C et D (fosse silo). Les matériels utilisés pour réaliser les travaux sont identifiés. La réalisation des travaux par points chauds à l'extérieur des bâtiments qui abritent les installations est privilégiée.

La consultation de ce permis n'appelle pas d'observation.

La non-conformité associée au point de contrôle n°6 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Formation du personnel – PdC n°8_VI_22/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

[...]

Constats :

Constat du 22 mai 2025 :

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la formation aux risques des entreprises intervenant sur site.

L'exploitant précise que la formation est réalisée sur la base du permis feu et de l'accompagnement par les agents du site.

<p>Par ailleurs une formation en ligne est en cours de déploiement. Néanmoins la nécessité de valider cette formation n'est pas formalisée.</p> <p>Constat : la réalisation de la formation des intervenants extérieurs aux risques de l'établissement n'est pas formalisée dans les documents traçant l'intervention.</p> <p>Dans sa réponse du 10 novembre 2025, l'exploitant précise que la formation en ligne fait l'objet d'un suivi (le tableau est présenté)</p> <p>Néanmoins cela ne permet pas à l'inspection de s'assurer que l'exploitant vérifie que l'intervenant a bien réalisé sa formation avant l'intervention.</p> <p>Constat du 18 novembre 2025 :</p> <p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le permis feu délivré le 18 novembre 2025 au profit de la SARL BENOITON Frères, pour une intervention dans les bâtiments C et D (fosse silo). Suivants les certificats de formation Seveso délivrés le 18 novembre 2025 et présentés par l'exploitant, les 2 intervenants de la société BENOITON Frères ont suivi la formation en ligne SMOOTHIE, concernant les risques présentés par les sites Seveso, avant de débiter leur chantier. Les certificats délivrés attestent que ces deux intervenants ont répondu correctement à plus de 80 % des questions relatives à l'identification des risques présentés par le site AXEREAL de St Maur, ainsi que des mesures préventives associées. La validité de ces certificats est de 5 ans.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°8 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Surveillance fin de travaux – PdC n°9_VI_22/05/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 22 mai 2025 :</p> <p>Le modèle de permis feu permet de tracer les rondes de surveillance réalisées par l'exploitant en cours et en fin de chantier.</p> <p>La ronde de fin de chantier est réalisée 2h minimum après la fin de l'intervention.</p> <p>Cependant à la lecture des derniers permis feu délivrés (10/03/2025 - MCS et 4/04/2025 - SARL BENOITON) et au regard des explications de l'exploitant qui assure la surveillance de chantier, l'inspection note que seule la ronde de fin de chantier est tracée sur le document.</p>

<p>Constat : Au-delà de la surveillance de fin de chantier le permis feu demande la réalisation de rondes lors du chantier ; cependant celles-ci ne sont pas tracées par l'exploitant.</p> <p>Dans sa réponse du 10 novembre 2025, l'exploitant présente un permis feu daté du 20 octobre 2025 permettant de justifier que depuis octobre 2025, les rondes pendant le chantier son bien tracées.</p> <p>Constat du 18 novembre 2025 :</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le permis feu daté du 18 novembre 2025 délivré au profit de la SARL BENOITON Frères pour des travaux au niveau des bâtiments C et D. La ronde réalisée le 18 novembre à 12h00, pendant le chantier, est bien enregistrée.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle n°9 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Liste des substances recherchées et milieux associés – PdC 12_VI_22/05/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>[...] Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; • [...] <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1^{er} janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 22 mai 2025 :</p> <p>La stratégie de premiers prélèvements environnementaux de l'établissement s'appuie sur le rapport n°2301886N0000001 du 31 mai 2023 réalisé par SOCOTEC Environnement. Le POI référence ce rapport. Le rapport conclut dans le besoin de prélèvement des produits de décomposition des engrais des bâtiments G et F. Les substances recherchées sont NO2, SO2, HCl, HF, HAP, COV, PCDD/DF, NH3.</p> <p>Dans la notice de réexamen de l'étude de dangers fournie en 2024, les produits émis mis en évidence sont plus nombreux (l'inspection note notamment le CO, Formaldéhydes, HBr, suies,</p>

PCB) et concernent aussi l'incendie du séchoir et du bâtiment H.

Par ailleurs, l'inspection s'étonne qu'il ne soit fait nulle part mention des toitures amiantées du site, des câbles électriques, des emballages et contenants présents sur le site.

Au global l'inspection constate qu'aucune justification des produits recherchés et du milieu de recherche n'est présente dans les documents.

Constat : le rapport de stratégie de premiers prélèvements environnementaux ne justifie pas du choix des substances et des matrices dans lesquelles les rechercher.

Dans sa réponse du 17 novembre 2025, l'exploitant indique que les stratégies de prélèvements n'ont en effet pas fait l'objet de mises à jour suite à la notice de réexamen présentant les produits de décomposition en cas d'incendie.

SOCOTEC déclare toutefois être en capacité de réaliser des prélèvements sur les produits sollicités en complément, tels que CO, HBr, Aldéhydes, PCB, suies. Ces compléments ont été intégrés au contrat.

Concernant les éventuels produits de décomposition des bâtiments, ils sont dans la liste de ceux recherchés par ailleurs, et notamment l'HCl (issu du PVC des câbles et canalisations), CO/CO2 issus des emballages, et l'amiante dont les prélèvements se font sur les dépôts de surface, par lingettes (ce qui a d'ailleurs été fait lors de l'incendie du site AXEREA de Villedomer (37).

Constat du 18 novembre 2025 :

L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant ainsi que des précisions apportées par SOCOTEC concernant les substances recherchées dans les différents milieux. Ces éléments sont à intégrer au POI en précisant le choix des substances retenues et les matrices dans lesquelles elles seraient recherchées.

La non-conformité associée au point de contrôle n°12 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Personnels compétents – PdC n°14_VI_22/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

[...] Le plan d'opération interne précise :

- [...]
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des

délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.

Constats :

Constat du 22 mai 2025 :

L'exploitant dispose d'un contrat avec la société SOCOTEC pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux.

Le POI renvoie à ce contrat dont les aspects techniques sont portés par le rapport n°2301886N0000001 du 31 mai 2023 réalisé par SOCOTEC Environnement.

Le rapport ne fait pas état de la formation du personnel et de la compétence de l'organisme pour réaliser les mesures. Par ailleurs il met en évidence que le personnel de l'exploitant pourrait être mobilisé à la demande du bureau d'étude. L'exploitant précise que cette mobilisation se limitera à de l'appui logistique, ne nécessitant pas de formation particulière.

L'inspection note par ailleurs que les premiers prélèvements sur la matrice sol sont à réaliser dans un délai de 30 jours. L'exploitant précise que c'est un délai maximum, le délai réel pourra être bien plus court, et sera défini le cas échéant en concertation entre l'exploitant, le bureau d'étude et les services de l'État.

Constat : la compétence et formation des personnels du bureau d'étude en charge de la réalisation des premiers prélèvements environnementaux n'est pas justifiée.

Constat du 18 novembre 2025 :

Dans son courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a communiqué la réponse suivante de son prestataire SOCOTEC :

« Nos intervenants d'astreinte sont formés puis qualifiés, avant toute intervention. Ils suivent des sessions de « Mise à niveau » tous les six mois environ (rappel et révision des pratiques avec exercices, REX, sur les événements des derniers mois, informations sur les évolutions des contrats en cours et nouveaux contrats...). Tout cela respecte les processus de qualification internes de SOCOTEC.

Concernant les prélèvements de sols, comme vous avez peut-être pu le voir lors des exercices sur vos sites, l'intervenant d'astreinte est équipé pour pouvoir faire en « phase d'urgence » 10 prélèvements de surface, ainsi que 3 prélèvements d'eau permettant de rechercher les principaux produits. Dans un délai court de 12 à 48 h, nous avons la capacité de déployer progressivement du personnel et du matériel de nos équipes spécialisées « sites et sols pollués » et « mesures environnementales » pour pouvoir assurer des prélèvements en plus grand nombre. Notez que ces derniers se font en général dans le cadre d'un arrêté de mesures d'urgence émis par la préfecture, dans un délai de 2 à 4 jours, suivant l'accident. »

L'inspection prend note de la réponse de SOCOTEC concernant ses personnels d'astreinte susceptibles d'intervenir en cas de sollicitation de l'exploitant, sur demande de l'administration.

Les compétences des personnels de la société SOCOTEC ne sont pas remises en cause ; aussi, la non-conformité associée au point de contrôle n°12 de la visite d'inspection du 22 mai 2025 est soldée.

Le rapport SOCOTEC référencé n°E14Q2/23/041 du 11 mai 2023 annexé au POI fait état :

- des premiers prélèvements environnementaux en situation incidentelle/accidentelle ;
- de la stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis ;
- du temps d'intervention maximal pour arriver sur site = 4h.

Pour autant, il est rappelé à l'exploitant que le contrat souscrit auprès de SOCOTEC doit prévoir explicitement :

- les substances recherchées dans les différents milieux (air, eau, aliments , ...) et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis, conformément au rapport référencé n°E14Q2/23/041 du 11 mai 2023 ;
- les équipements de prélèvement mobilisés, par substance et milieux.

Ce contrat est à annexer au POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°14.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2009, article 8.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et éviter les dépôts de poussières.

Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après font également l'objet de contrôles périodiques.

En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par une personne compétente et formée à ces tâches.

L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme. [...]

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des jambes.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> • Détecteur de surintensité moteur • Contrôleur de rotation

	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation • Contrôleurs de déport de bandes
Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> • Capotage des jetées • Détecteur de surintensité moteur • Détecteurs de bourrage
Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Capotage des jetées • Contrôleur de rotation • Contrôleurs de déport de sangles • Paliers extérieurs • Sangles non propagatrices de la flamme*

* en cas de remplacement uniquement

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

Constats :

Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués dans ce cadre, concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage, est joint en annexe du présent rapport.

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.

À noter, depuis l'arrêt de l'exploitation du poste de chargement trains, l'installation ne comporte plus de transporteur à bande.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Interrogé sur les utilités associées à l'alimentation en énergie électrique des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées (MMRi) des installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, l'exploitant a indiqué :

- l'alimentation électrique de la centrale d'acquisition et des détecteurs de NO2 est assurée par une batterie et un onduleur, puis un groupe électrogène ;
- l'alimentation électrique des systèmes de détection d'intrusion est secourue par une batterie, puis un groupe électrogène ;
- l'alimentation électrique du transcodeur, afin d'assurer le report des alarmes, est secourue par une batterie, puis un groupe électrogène.

À la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à la coupure de l'alimentation électrique des installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium afin d'observer la cohérence des utilités précitées, et nécessaires au bon fonctionnement des MMRi, avec ce qu'il a annoncé préalablement.

Cette mise en situation a donné lieu à la transmission du défaut technique associé à la coupure d'alimentation électrique au prestataire SCUTUM, qui a correctement relayé l'information à l'exploitant, dans les trois minutes suivant la coupure.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté le logigramme présentant :

- les mesures adoptées en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site « Bel Air » de Saint Maur ;
- les moyens de secours existants en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site.

La consultation de ce logigramme a permis de constater que l'exploitant :

- dispose d'une stratégie en cas de perte d'électricité ;
- a identifié les installations critiques ainsi que les effets directs d'une perte d'électricité à l'échelle du site ;
- dispose d'un point d'entrée chez son fournisseur d'énergie pour solliciter son intervention en cas de nécessité et connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité ;

- a identifié les installations critiques en identifiant les effets imprévus ou différés d'une perte d'électricité à l'échelle du site, telle que l'absence de fonctionnement de la silothermométrie au niveau de ses installations de stockage de céréales ;
- a identifié les mesures à adopter pour maintenir partiellement et/ou l'ensemble de ses activités.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les mesures prévues en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site « Bel Air » de Saint Maur afin d'assurer le maintien du contrôle des conditions de stockage notamment des céréales, en mode dégradé.

Les consignes internes prévoient, en cas de coupure de l'alimentation électrique des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées (MMRi), dans l'attente de la remise en service de l'alimentation électrique à partir du réseau de distribution auquel l'établissement est raccordé, le maintien d'une présence humaine sur site, en dehors des heures ouvrées.

Une vérification des installations afin de s'assurer de l'absence d'anomalie est également portée dans les mesures à adopter en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.

Comme mentionné supra, l'alimentation électrique nécessaire au maintien des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées (MMRi) et à la détection d'une éventuelle intrusion, associées aux installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, est secourue.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant

explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Interrogé sur les actions humaines et le délai nécessaires pour la mise en sécurité de son établissement en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site, l'exploitant a indiqué avoir testé lors de son dernier exercice POI interne les dispositifs existants, afin de recueillir les éléments utiles à la rédaction de ses procédures internes et l'établissement du logigramme de gestion des mesures à adopter en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.

À ce stade de l'inspection, les éléments apportés par l'exploitant montrent la bonne connaissance du responsable du site :

- des consignes et des mesures mises en place, en cas de coupure de l'alimentation

<p>électrique de l'établissement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> de la durée effective des temps de secours assurer par les divers moyens existants pour assurer l'alimentation électrique de ces équipements (batteries et groupe électrogène). <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à la coupure de l'alimentation électrique des installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium afin d'observer la cohérence des utilités précitées, et nécessaires au bon fonctionnement des MMRI, avec ce qu'il a préalablement annoncé.</p> <p>Cette mise en situation décrite dans la partie confidentielle, a mis en évidence les constats suivants :</p> <p>Dans le cadre du test relatif au fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de détection incendie du magasin d'engrais à base de nitrate d'ammonium, le prestataire de l'exploitant (société SCUTUM) n'a pas informé l'exploitant de la réception du déclenchement de la détection de la première détection du seuil de NO2 au niveau de la case n°1.</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié les modalités de fonctionnement de son installation de détection de NO2 en cas d'absence d'alimentation électrique de ses installations, à partir du réseau auquel elles sont raccordées : absence de report de l'ensemble des informations reportées et utiles à la gestion d'un incendie au niveau des magasins engrais, en l'absence de coupure de l'alimentation électrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°20.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné supra, l'exploitant a défini les mesures prévues en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site « Bel Air » de Saint Maur afin d'assurer le maintien du contrôle des conditions de stockage notamment des céréales, en mode dégradé.</p> <p>Ces consignes internes prévoient, en cas de coupure de l'alimentation électrique des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées (MMRi), dans l'attente de la remise en service de l'alimentation électrique à partir du réseau de distribution auquel l'établissement est raccordé, le maintien d'une présence humaine sur site, en dehors des heures ouvrées.</p> <p>Une vérification des installations afin de s'assurer de l'absence d'anomalie est également portée dans les mesures à adopter en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p>
Constats :

Comme mentionné supra, l'alimentation électrique nécessaire au maintien des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées (MMRi) et à la détection d'une éventuelle intrusion, associées aux installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, est secourue à l'aide notamment d'un groupe électrogène disposant de son propre réservoir de gasoil (15 l). Des essais de fonctionnement ainsi qu'un contrôle du niveau de carburant sont réalisés périodiquement.

D'autre part, l'exploitant dispose sur son site d'un réservoir aérien de stockage de gasoil non routier qui lui permet d'assurer le ravitaillement du groupe électrogène. Le 18 novembre 2025, ce réservoir contenait 2 200 l de gasoil non routier. Un second réservoir de gasoil routier, contenant 2243 l le 18 novembre 2025, est également présent sur le site.

Par ailleurs, selon l'exploitant, en l'absence de fonctionnement de ce groupe électrogène les batteries de secours couvrent un temps de coupure de l'ordre de 48 heures.

Les consignes internes prévoient, en cas de coupure de l'alimentation électrique des Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées (MMRi), dans l'attente de la remise en service de l'alimentation électrique à partir du réseau de distribution auquel l'établissement est raccordé, le maintien d'une présence humaine sur site, en dehors des heures ouvrées.

Aussi, l'autonomie de l'alimentation de secours électrique des MMRi et du système de détection d'intrusion au niveau des installations de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium n'est pas limitée.

L'exploitant a défini les mesures prévues en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site « Bel Air » de Saint Maur afin de vérifier ses installations pour s'assurer de l'absence d'anomalie, et d'assurer le maintien du contrôle des conditions de stockage notamment des céréales, en mode dégradé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

L'exploitant met en œuvre la vérification périodique de ses installations de détection de NO2 et

<p>du système de détection d'intrusion.</p> <p>La maintenance préventive de ces dispositifs comporte le remplacement tous les 2 ans de la batterie de secours électrique en cas de perte d'alimentation électrique du système de détection d'intrusion, et tous les 5 ans pour celle de l'installation de détection de NO2. Les vérifications périodiques de ces mêmes installations comportent une vérification du bon fonctionnement de l'onduleur, du groupe électrogène diesel, et des batteries de secours.</p> <p>En complément, l'exploitant procède à des tests de fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de ces dispositifs de détection au travers de simulations périodiques.</p> <p>L'ensemble de ces contrôles et vérifications font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Utilités.</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune mesure n'est identifiée comme nécessaire pour mettre en conformité les installations existantes aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, avant le 1^{er} janvier 2026.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Silo Béton

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations et les systèmes mobiles, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection, (y compris mobiles) susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p>

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussière) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

Constats :

La visite in-situ a permis de constater la présence de plusieurs boîtes de raccordements électriques ne présentant pas le niveau d'étanchéité requis à l'entrée de la galerie sous cellules du silo vertical Béton (plusieurs câbles sont présents à un niveau d'un même entré de câble de ces boîtes). Ces équipements ne disposent pas d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières »).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°25.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois